



Douze ans après la fermeture du hangar de Sangatte, la France va-t-elle avoir son Ceuta et Melilla à Calais ? Le nombre croissant de migrants, présents depuis plusieurs mois dans le Calaisis, conduit nos gouvernants à franchir une étape dangereuse pour les libertés et le respect des droits des migrants.



Non au « mur de la honte » à Calais !

La légitimité de la présence des migrants est incontestable. Les pays dont ils proviennent - Afghanistan, Erythrée, Irak, Libye, Soudan, Syrie, notamment - en témoignent. Ils fuient la guerre, la répression, la dictature et l'arbitraire à la recherche d'une protection en Europe. Contrairement à ce qui est répété inlassablement, y compris au sommet de l'Etat, il ne s'agit nullement d'une « invasion ». Les conditions de survie indignes qui leur sont imposées en France sont intolérables. Malgré la solidarité des associations locales et la générosité des calaisiens, ils subissent l'abandon des pouvoirs publics qui proposent, à la marge, des solutions insuffisantes et n'assument pas leur responsabilité. Des moyens puissants doivent être déployés immédiatement pour secourir ces réfugiés qui se sont tournés vers nous. Faut-il attendre les premiers morts de froid dans les jungles de Calais pour déclencher enfin une réelle prise de conscience ?

Une nouvelle escalade dans l'aveuglement est en marche avec la construction d'un mur et le déploiement d'un dispositif sécuritaire de grande envergure à Calais, véritable appareil de guerre contre les migrants, entre la France et le Royaume-Uni. Nous, migrants et organisations de la société civile qui travaillons côte à côte depuis des années, refusons une telle dérive et demandons à nos concitoyens de s'y opposer fermement et massivement.

Depuis des décennies, les contrôles renforcés aux frontières, les dispositifs de surveillance, d'intimidation et de contention, les mesures de déportation des migrants ont totalement échoué, ont coûté très cher et ont surtout provoqué des milliers de morts. Le mur en construction à Calais n'est qu'une nouvelle et triste illustration de cette réponse sécuritaire. Est-ce cela que nous voulons poursuivre, dans une fuite en avant inacceptable et irresponsable ?

En refusant l'asile et l'accueil, c'est la liberté dont nous jouissons nous-même qui est menacée : nous construisons les murs de notre propre prison. De cela nous ne voulons pas ! L'érection de fortifications à Calais doit cesser, et des discussions s'ouvrir sans attendre avec les autorités britanniques pour recevoir les demandes d'asile qui s'adressent à elles (comme cela a été pratiqué en 2002, à l'occasion de la fermeture du camp de Sangatte). Avec tous les Etats européens, ou avant eux, la France doit revoir la totalité de sa législation et de sa réglementation en matière d'asile et de migration (dénonciation du règlement Dublin et suppression de Frontex). Elle doit le faire dans le strict respect de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, comme de la Convention de Genève. La France doit enfin réviser sa dangereuse et illusoire conception « nationale » de la migration, totalement inadaptée à la mondialisation des échanges humains et aux drames vécus aux portes de l'Europe. La France doit contribuer, au sein de l'ONU, à promouvoir une nouvelle gouvernance en matière de migration, respectueuse de la liberté de circulation, des droits enfin reconnus et appliqués pour tous les migrants.

Le 18 décembre prochain, Journée Internationale des Migrants, nous, migrants et organisations de la société civile engagées aux cotés des migrants, appelons à une mobilisation d'ampleur, à Calais et partout en France,

- ▶ pour dénoncer l'indignité de l'accueil des migrants et exiger, conformément aux propositions des acteurs associatifs, la mise en place d'un dispositif d'accueil réaliste dans le Calaisis ;
- ▶ pour refuser la réponse sécuritaire et la construction, en notre nom, du mur de la honte à Calais ;
- ▶ pour obtenir de nouvelles politiques migratoires au niveau national, européen et mondial, respectueuses des droits et de la dignité des migrants.

Appel du Mouvement
Emmaüs et de
l'Organisation pour une
Citoyenneté Universelle